

Mon vote

J'ai soutenu la proposition de base commune « résister et construire une nouvelle base du communisme ». Ce texte est dans le droit fil des 38ème et 39ème congrès et met en avant beaucoup d'idées importantes. J'ai estimé qu'il apportait énormément dans le débat et qu'il aurait été regrettable qu'il ne soit pas soumis aux communistes. Et je l'ai signé d'autant plus que le nombre de 300 signataires a été atteint de justesse. Ceci dit je voterai le texte adopté par le Conseil National. Il est lui aussi dans le prolongement des 38ème et 39ème congrès même si il nécessite de nombreux amendements (dont un bon nombre peuvent provenir du texte précédent). Or il existe deux autres textes qui eux ne sont nullement dans le prolongement des 38ème et 39ème congrès. Le texte « communisme à l'offensive » propose clairement de revenir à la stratégie qui était celle de la direction du parti avant le 38ème congrès et qui conduisait à l'effacement du parti communiste et potentiellement à sa disparition. Le texte « stratégie communiste » propose une « stratégie de rupture visant à la prise du pouvoir d'État pour construire une société libérée de domination et d'exploitation, le communisme » (cf résumé). Cette stratégie était celle de notre parti dans les années 50 même si l'expression « dictature du prolétariat » n'est pas employée. Elle s'est heurtée à une première réalité, le fait que dans les pays capitalistes développés « la prise du pouvoir d'État » par le Parti Communiste seul n'a jamais pu être réalisée. Et elle s'est heurtée à une seconde réalité, le fait que l'étatisme n'a jamais permis de déboucher sur le communisme (échec de l'URSS et des pays socialistes de l'est européen et aussi échec de la gauche en 1981 alors que la nationalisation de pans entier de l'économie et très largement du système bancaire avaient été réalisés. Dans ces conditions rassembler les communistes autour du texte adopté par le conseil national « un communisme de conquête » est de la plus grande importance. Ce texte nécessite de nombreux amendements. En ce qui me concerne j'en propose plusieurs (en rouge) :

Page11 ligne6

1.1 Un moment de basculement historique s'ouvre. La révolution technologique informationnelle est une transformation aussi profonde que l'a été la révolution industrielle. Elle exige le développement des capacités humaines. « Depuis les années 1970 le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital » (39ème congrès). La globalisation néolibérale construite depuis les années 1990 est en échec et cet échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. Au lieu de « marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. « « ixième après « extrémisme religieux. » Dans les convulsions de cette crise, les luttes sociales et écologistes, le féminisme et son ampleur mondiale, les mouvements pour l'égalité des genres, le refus de l'assignation à une identité ou à un rôle social, la volonté de changer le travail et d'émancipation, la mise en cause des délégations de pouvoir, les mouvements anticolonialistes et antiracistes au nord, l'aspiration à la paix, à un monde commun, traduisent, de façon incertaine la recherche d'un autre avenir. Ils sont des points d'appui et des leviers formidables pour changer la société dans un sens révolutionnaire..

1.3page13 ligne 50

après « et 78 % des médicaments sont produits à l'étranger » Notre dépendance aux services informationnels états-uniens est n'est pas moindre que notre dépendance industrielle. Quand à notre souveraineté alimentaire, elle est grandement menacée et notre tissu économique agro – alimentaire est en crise profonde.

1.4 page 14 ligne 38

avant «Le déclassement social et international » L'immense majorité de la population active ne dispose que de la vente de sa force de travail, de son salaire pour pouvoir satisfaire ses besoins et l'immense majorité des retraités vivent d'une retraite qui est un salaire différé. Leur travail produit la valeur ajoutée dont la classe capitaliste tire la totalité des profits. Ils constituent une classe sociale en soi , la classe travailleuse.

Page15 ligne 39

« Le point cardinal du défi de la gauche » est d'abord d'unir les différentes catégories de la classe travailleuse et de réaliser l'alliance de la classe travailleuse et des autres catégories populaires, paysans, artisans... Au lieu de « est d'unir les catégories populaires »

1.5 page 16 ligne 49

après « percée politique » ajouter: . Mais nous demeurons peu visibles en terme d'idées, de propositions, de contenu et de projet de transformation radicale.

2.1 page 18 lignes 14 à 19 remplacer par

Pour répondre à l'offensive de Donald Trump, l'enjeu central est de donner la priorité au développement des capacités humaines qui font la richesse des pays.

Plus précisément, pour cela, il faut de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions et outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de codéveloppement. Elles peuvent se rassembler dans cinq axes de propositions.

Des protections sociales et écologiques, qui visent des contenus (par exemple le développement de l'emploi des deux côtés et la diminution commune des gaz à effet de serre), et non du protectionnisme, qui lui vise des pays en tant que tels. Elles combinerait des taxations, lorsqu'on ne respecte pas ces règles, mais aussi des incitations positives à se développer et à atteindre des normes sociales et environnementales, avec des fonds financés en partie par le produit des taxations. Ces fonds seraient gérés démocratiquement avec la participation de représentants des travailleurs des pays concernés, pour développer en commun les différents pays parties-prenantes. Des traités de maîtrise du commerce et des investissements conçus pour favoriser le développement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat, ...), alors que la visée actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'investissement international. Avec ces nouveaux traités internationaux de commerce et d'investissement, les échanges internationaux se feraient dans la mesure où ils apportent une contribution mutuelle au développement de l'emploi et des biens communs.

Cela concerne bien sûr nos relations avec les pays du Sud, ou d'autres pays développés comme le Canada. Mais aussi l'intra-UE, donc une remise à plat progressive des traités européens, à commencer par instaurer le principe de coopération (au lieu de la concurrence libre et non faussée) et, pour les aides

publiques, des critères sociaux, écologiques et d'équilibre géographique intra-UE. Cela combine nouveaux débouchés, nouveau contenu et développement.

Une monnaie mondiale, véritablement commune, de développement des biens communs, de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits de votes, poids des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec l'ONU et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement), dans la lignée de ce qui est proposé par l'Appel de Belém. La création monétaire de DTS serait affectée aux banques centrales des

pays à taux très bas, si celles-ci financent le développement des services publics (y compris la protection sociale) et pour le crédit aux investissements des entreprises à taux d'autant plus bas que ceux-ci programment et développent des emplois et des réductions de gaz à effets de serre (GES). Cela permettrait « d'avalier », par un développement sain du PIB, les dettes publiques, dont celle des États-Unis qui est la plus massive du monde (32 000 milliards de dollars, plus de 133 % de leur PIB).

Une refonte des institutions internationales, à commencer par l'ONU, dont il faut supprimer le droit de veto des 5 membres permanents du conseil de sécurité, pour un multilatéralisme de notre temps. Il faut aussi réformer profondément le FMI. Placé sous l'autorité de l'ONU, il aura pour mission de promouvoir les biens communs de l'humanité et son développement social, économique et environnemental. Il faut enfin transformer l'OMC (organisation mondiale du commerce) en organisation de maîtrise des échanges, des investissements et de partage des technologies.

La promotion de la paix et de la sécurité collective, dans l'esprit d'une culture de paix.

221 page 20 après « d'émancipation humaine » ajouter La constitution adoptée par la Convention le 24 Juin 1793 déclarait qu'était citoyen français tout étranger vivant en France de son travail. Pendant la Commune de Paris, Leo Frankel syndicaliste hongrois a été élu au Conseil de la Commune et Jaroslaw Dombrowski, polonais, était général en chef de l'armée de la Commune.

222 page 21 ligne 21

« d'initiative citoyenne encadré » ajouter dans des conditions qui permette son usage effectif

2. 2. 3. 3 page 23 ligne 13

après « combat de classe » Ils posent la revendication du droit de vote et l'éligibilité de tous les résidents étrangers et d'abord aux élections municipales.

Page 13

23 page 23 **Le parti pris du travail, le défi d'engager la transformation de la société. Au lieu de « le défi du socialisme au XXIème siècle »**

23.1 ligne 45

« Une visée révolutionnaire le communisme » supprimer « un processus : le socialisme aux couleurs de la France » qui était d'actualité au 22ème congrès (1976) pour marquer que nous nous étions dégagés du modèle soviétique. Ajouter

« le communisme est [...] à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société

sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies. » (39eme Congrès)

Page24 ligne 15,

après « une perspective révolutionnaire : » remplacer le socialisme par : **engager le dépassement du capitalisme et entamer la marche au communisme.** ‘

page 24 ligne 29 après « Cela ne suffira pas si les gros actionnaires « et les marchés financiers » autrement dits les propriétaires du capital industriel et financier, la classe capitaliste, « orientent l'économie vers la rentabilité immédiate, » accaparent les richesses produites par le travail au lieu qu'elles servent à « la satisfaction des besoins humains » et à la « transition écologique. »

page 24 ligne33

après : « démocratie dans l'ordre économique et politique » Cela nécessite d'abord d'engager le dépassement du marché du travail. La sécurité emploi formation que nous proposons non seulement éliminera le chômage mais brisera le lien de subordination entre employeur et salarié.

Cela nécessite ensuite pour les salariés de conquérir, dans la gestion et la stratégie des entreprises, des pouvoirs d'intervention et de contre proposition. Avec l'objectif de changer les critères de gestion des entreprises et de placer le développement des capacités humaines au centre du développement économique. Et cette conquête entraîne la inévitablement l'appropriation sociale des moyens de production ce qui ne signifie pas leur étatisation.

Page 24 ligne 50

remplacer « Le socialisme aux couleurs de la France » par **Cette première phase de la société communiste**

Page 25 ligne1

remplacer « Le socialisme aux couleurs de la France » par **Cette première phase de la société communiste**

page26ligne 21 « après décarboner l'industrie sans casse sociale. » **Elle permettra de réduire le bilan carbone global qui inclut l'empreinte carbone des produits importés**

page 27 ligne 7

après « et parlementaires. » **Ces commissions permettront une élaboration décentralisée et démocratique d'une planification coordonnée ensuite au niveau national.**